



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.1/46/L.42
1er novembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
PREMIERE COMMISSION
Point 58 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LA DENUCLEARISATION DE L'AFRIQUE

Botswana, Kenya, Lesotho, Libéria, Nigéria, Swaziland
et Togo : projet de résolution

Capacité nucléaire de l'Afrique du Sud

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud 1/

Rappelant ses résolutions 34/76 B du 11 décembre 1979, 35/146 A du 12 décembre 1980, 36/86 A du 9 décembre 1981, 37/74 B du 9 décembre 1982, 38/181 B du 20 décembre 1983, 39/61 B du 12 décembre 1984, 40/89 B du 12 décembre 1985, 41/55 B du 3 décembre 1986, 42/34 B du 30 novembre 1987, 43/71 B du 7 décembre 1988, 44/113 B du 15 décembre 1989 et 45/56 B du 4 décembre 1990,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général sur la capacité de l'Afrique du Sud de mettre au point un missile balistique à ogive nucléaire,

Ayant également examiné le rapport du Groupe d'experts 2/ créé conjointement par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, qui a tenu sa première réunion à Addis-Abeba du 6 au 10 mai 1991,

1/ A/46/572.

2/ A/C.1/46/9, annexe.

Ayant à l'esprit la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique 3/ adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa première session ordinaire, tenue au Caire du 17 au 21 juillet 1964,

Ayant à l'esprit également la résolution GC(XXXV)/RES/567 sur la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, adoptée par la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique le 20 septembre 1991 4/,

Notant que l'Afrique du Sud a adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires 5/ le 10 juillet 1991,

Prenant acte en outre du fait que le Gouvernement sud-africain a négocié et signé un accord de garanties 6/ avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et s'est engagé à appliquer cet accord rapidement et intégralement dans la déclaration qu'il a faite aux réunions de septembre 1991 du Conseil des gouverneurs de l'Agence,

Soulignant que la divulgation complète des installations et des matières nucléaires de l'Afrique du Sud est indispensable à la paix et à la sécurité dans la région,

1. Demande à l'Afrique du Sud de respecter pleinement l'application de son accord de garanties avec l'Agence internationale de l'énergie atomique;
2. Demande également à l'Afrique du Sud de divulguer toutes ses installations et matières nucléaires, en tant que mesure de confiance et afin de renforcer la paix et la sécurité dans la région;
3. Prie le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique de veiller à ce que l'accord de garanties soit appliqué sans tarder conformément à la résolution GC(XXXV)/RES/567 adoptée par la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique le 20 septembre 1991;
4. Prie le Secrétaire général de suivre de près les mesures prises par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique afin de vérifier que l'inventaire des installations et des matières nucléaires de l'Afrique du Sud est complet, et de lui rendre compte à sa quarante-septième session;

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, annexes, point 105 de l'ordre du jour, document A/5975.

4/ Voir Agence internationale de l'énergie atomique, Résolutions et autres décisions de la Conférence générale, trente-cinquième session ordinaire, 16-20 septembre 1991.

5/ Résolution 2373 (XXII), annexe.

6/ Document de l'AIEA INFCIRC/394.

5. Engage instamment tous les Etats Membres à fournir au Secrétaire général et au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique leur concours et leur coopération à cet effet;

6. Félicite le Secrétaire général de la diligence avec laquelle il a fourni à l'Organisation de l'unité africaine une assistance efficace pour organiser la réunion du Groupe d'experts susmentionné;

7. Prie en outre le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur l'application de la présente résolution à sa quarante-septième session.
